



Le gouvernement grec a fermé les antennes de la télévision et de la radio publiques

Par [Christoph Dreier](#)

Mondialisation.ca, 14 juin 2013

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Mardi soir à 23 heures 11, la police grecque a stoppé la diffusion des services publics de radio et télévision de l'ERT en coupant l'approvisionnement en énergie de ses antennes. Les travailleurs ont réagi en occupant le siège principal de la station située à Aghia dans la banlieue d'Athènes et en diffusant un programme de protestation par satellite et par internet. Des milliers de sympathisants se sont rassemblés devant le bâtiment.

L'action de la police obéissait à l'ordre donné par le premier ministre conservateur Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie) de fermer trois chaînes de télévision publiques et 26 stations de radio du service public grec, composant ensemble l'ERT. A peine quatre heures plus tôt, le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou, avait annoncé le projet de fermer l'entreprise publique et de renvoyer avec effet immédiat l'ensemble des 2.656 employés. Ce décret a mis un terme au service de diffusion public après 75 années d'existence.

Dans les prochains mois, le gouvernement envisage de reconstruire une chaîne de télévision et de radio plus petite, comportant un millier de travailleurs et qui sera directement réglementée par l'Etat. Les salariés d'ERT devront postuler pour un emploi auprès de la nouvelle société au même titre que n'importe quel autre candidat. « Nous voulons abolir l'opacité et le gaspillage, » a dit Samaras.

« Ce qui s'est passé ici n'a été fait que par des dictateurs, » a dit le journaliste de l'ERT, Yannis Darras, au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, « Ou alors a-t-on jamais entendu parler d'une démocratie qui ferme toutes les stations publiques à la manière d'un coup d'Etat surprise ? »

En effet, des scènes de ce genre ont été vues pour la dernière fois en Grèce sous le régime de la dictature des colonels entre 1967 et 1974.

Une déclaration publiée par l'organisation de défense des droits de l'homme, Reporters sans frontières, a condamné la décision de fermer l'ERT comme étant une attaque contre les droits démocratiques. « Au cours de ces trois dernières années, la Grèce a rétrogradé de près de 50 places dans l'index de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, une chute record en une période aussi courte pour un Etat membre de l'Union européenne, » a précisé le communiqué.

La fermeture d'ERT – considérée être une source d'informations plus sérieuse que les chaînes privées – est le dernier exemple en date de la brutalisation de la politique grecque.

Durant ces cinq derniers mois, le gouvernement grec a recouru trois fois à la loi martiale pour écraser les grèves avec l'aide de la police. Les manifestations et les protestations sont régulièrement attaquées par la police anti-émeute et les journalistes sont empêchés d'en rendre compte.

Cette politique réactionnaire est la conséquence directe des attaques sociales brutales qui sont dictées par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire International (FMI) et qui sont appliquées par le gouvernement grec. Cette politique a réduit drastiquement le niveau des salaires ainsi que les services publics, ramenant le niveau de vie grec des décennies en arrière.

Une telle destruction n'est plus compatible avec les droits démocratiques ou la liberté de la presse. Les élites dirigeantes en Grèce et partout en Europe sont profondément préoccupées par les troubles sociaux - telles les récentes protestations qui ont éclaté contre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan en Turquie. Elles réagissent en s'attaquant aux médias et en décidant de réprimer toute opposition de la classe ouvrière.

L'attaque perpétrée contre l'ERT est directement attribuable à l'UE et au FMI. Le FMI avait déjà exigé en 2011 une réduction massive des emplois à l'ERT. Mercredi, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, avait dit que la « Commission ne conteste pas le mandat du gouvernement grec à gérer le secteur public en Grèce. » Rehn a ajouté que ce n'était pas la Commission qui avait exigé la fermeture de l'ERT. Cette déclaration n'est toutefois pas crédible.

Le FMI et l'UE ont placé des observateurs dans chaque ministère grec et sont impliqués dans la moindre décision qui est prise. Ils viennent tout juste d'ordonner le licenciement de 2.000 travailleurs du secteur public d'ici la fin du mois afin de permettre le versement de la prochaine tranche de crédits d'aide. Environ 13.500 travailleurs de plus doivent être licenciés d'ici la fin de 2014.

Tout ceci fait partie du projet de détruire 150.000 emplois dans le secteur public. La fermeture de l'ERT fait évidemment partie des mesures d'austérité dictées par l'UE.

Les partenaires minoritaires de la coalition du parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), le PASOK social-démocrate et la Gauche démocratique (Dimar), ont émis des objections limitées concernant cette fermeture. Ils ont clairement montré qu'ils acceptent les licenciements mais qu'ils veulent que l'ERT reste ouvert pendant que la restructuration a lieu. Les deux partis ont à plusieurs reprises soulevé des objections à l'encontre de mesures similaires mais n'ont jamais décidé de rompre la coalition avec ND.

Si le PASOK et Dimar devaient retirer leur soutien du fait des attaques de ND contre l'ERT, ND pourra compter sur le parti fasciste Aube Dorée. Son député, Ilias Panagiotaros, a lancé sur twitter : « L'ERT, cette bicoque socialo-communiste est enfin fermée. »

Les travailleurs ont clairement fait connaître leur opposition à cette attaque contre les droits démocratiques et sociaux. Les travailleurs d'Athènes ont refusé de quitter le bâtiment après que le PDG d'ERT, Emilios Latsios, a donné des instructions pour que les employés quittent l'ensemble des bâtiments de la chaîne sous peine d'être arrêtés pour occupation illégale. La plupart d'entre eux se trouvent encore dans le bâtiment, diffusant le programme de protestation.

Après la diffusion de ce message mardi soir, des milliers de protestataires se sont rassemblés en quelques heures autour du principal bâtiment de l'ERT à Athènes pour manifester contre cette décision. Un grand nombre d'entre eux sont restés toute la nuit et toute la journée de mercredi.

Se trouvaient parmi eux des personnalités comme l'artiste Eleftheria Arvanitaki qui a chanté pour les manifestants. L'orchestre de la chaîne a joué quelque temps dans le bâtiment et sa musique a été retransmise à l'extérieur par hauts parleurs. Une vaste foule s'est aussi rassemblée à l'extérieur du bâtiment de l'ERT3 à Thessalonique.

Anastasia Zigou, une employée de l'ERT, a dit au quotidien britannique *The Guardian*: « Beaucoup parmi nous n'ont pas dormi depuis 48 heures mais nous ne lâcherons pas. Nous sommes soutenus par une réaction massive de la part des citoyens non seulement ici mais dans les stations de radio locales partout dans le pays. »

Mercredi, les journalistes de la presse écrite grecque ont débrayé en solidarité avec les travailleurs de l'ERT. Les employés des radios privées ont bloqué tous les programmes d'information jusqu'à midi et ont exclusivement rendu compte des protestations de l'ERT dans des programmes d'actualités plus tardifs. Certains journalistes ont déclaré qu'ils feront grève jusqu'à la réouverture de l'ERT.

Face à l'opposition populaire croissante contre la politique d'austérité du gouvernement, des partis de pseudo-gauche comme la Coalition de la Gauche radicale (SYRIZA) [qui entretient des relations fraternelles avec le Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon en France et le parti Die Linke d'Oskar Lafontaine en Allemagne] et la bureaucratie syndicale font tout leur possible pour étouffer le développement de l'opposition. Le président de SYRIZA, Alexis Tsipras, a rencontré mercredi le président grec Karolos Papoulis pour discuter de la crise de l'ERT. Il a demandé au président d'intervenir et d'initier un débat au parlement dans le but de stabiliser la situation.

Les deux principales fédérations syndicales, GSEE et ADEDY, ont appelé à une grève de 24 heures pour aujourd'hui, jeudi 13 juin. De telles grèves sont bien connues en Grèce. Les syndicats sont étroitement alignés sur PASOK, ils soutiennent le gouvernement et organisent des grèves de façon à éviter toute perturbation de sa politique d'austérité. S'ils organisent actuellement une grève c'est pour tenter d'empêcher que les luttes de la classe ouvrière ne se transforment en un défi politique direct contre le gouvernement et le régime capitaliste en Grèce, qu'ils défendent.

Christoph Dreier

Article original, [WSWS](#), paru le 13 juin 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Christoph Dreier](#), [wsws.org](#), 2013

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca